

Questions orales

de si je suis ouvert à de nouvelles suggestions pour améliorer l'économie. Mais, oui! Lesquelles?

[Traduction]

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, je suis heureuse d'entendre cela car le premier ministre sait à n'en pas douter qu'il n'y a pas un travailleur au Canada qui ne tremble pas pour son emploi.

Bien des solutions s'offrent à nous. Le premier ministre sait qu'il y a des millions de Canadiens sans emploi et sans espoir. La décision rendue aujourd'hui par la Commission mixte internationale du bois d'oeuvre porte un dur coup à cette industrie. Évidemment, le ministre du Commerce extérieur s'est borné à dire qu'il ne s'agissait que d'une étape parmi d'autres. Néanmoins, j'estime qu'il est très important que le premier ministre intervienne lui-même pour que le Canada prenne des mesures énergiques avant qu'il ne soit trop tard. Est-ce que le premier ministre va user de ses ressources, de son pouvoir et de son influence pour s'opposer à cette décision injuste rendue aujourd'hui à propos du bois d'oeuvre?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je vais user des ressources, des talents et de l'influence que ma collègue m'attribue pour défendre le secteur du bois d'oeuvre avec ardeur. Je sais qu'elle a parlé ainsi parce que c'est Noël.

J'espère que les résultats qui en découleront pour le Canada, étant donné les mécanismes que nous avons réussi à inscrire dans l'Accord de libre-échange, seront tout aussi bons que ceux récemment qui ont été obtenus dans le cas de la décision concernant le porc et qui ont été si avantageux pour les agriculteurs canadiens.

Ma collègue m'a demandé si je ferais bon accueil à de nouvelles propositions concrètes pour améliorer l'économie. Eh bien, oui. Peut-être pourrait-elle alors me dire comment elle s'y prendrait concrètement pour améliorer l'économie?

* * *

• (1440)

[Français]

L'AGRICULTURE

M. Mark Assad (Gatineau—La Lièvre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Est-ce que le ministre est prêt, dès aujourd'hui, avec le consentement de la Chambre, à présenter une motion s'engageant auprès des agriculteurs du Canada à sauvegarder les programmes d'aide financière à la pro-

duction agricole tels qu'on les connaît présentement et d'aviser tous les membres du GATT de notre détermination à maintenir nos programmes agricoles?

[Traduction]

L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, la détermination du gouvernement du Canada, des producteurs et des provinces a été démontrée à l'échelle internationale.

Une voix: Oh, Oh!

M. McKnight: Je ne sais pas au juste qui a murmuré là-bas, à l'arrière-ban.

Le président: Le ministre a la parole.

M. McKnight: Je voudrais dire au député que le gouvernement du Canada, les producteurs et les provinces ont prouvé leur engagement envers le maintien de la gestion de l'offre au Canada. Le ministre de l'Agriculture de l'Ontario s'est rendu à Genève avec des dirigeants du secteur agricole pour bien montrer qu'ils appuient la position du gouvernement du Canada dans les négociations.

À l'heure actuelle, le gouvernement de la Colombie-Britannique est à la tête d'une délégation de dirigeants agricoles envoyée à Genève pour défendre la position du Canada. Le gouvernement du Québec est allé aussi à Genève pour la même raison.

Je pense que le député et tous ses collègues à la Chambre appuient la position du gouvernement dans ces négociations.

M. Mark Assad (Gatineau—La Lièvre): Monsieur le Président, ma question était claire et directe. Les agriculteurs s'attendent à une réponse inconditionnelle. Tout ce que nous demandons, c'est une simple motion montrant que vous appuyez les agriculteurs canadiens, comme l'ont fait d'autres assemblées législatives de notre pays. Pourquoi le ministre ne présente-t-il pas une motion pour dire au reste du monde aux négociations du GATT que nous appuyons sans réserve les agriculteurs canadiens?

L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, il est vraiment étrange d'entendre pareils propos de la bouche d'un député libéral quand on sait qu'entre 1980 et 1984, les agriculteurs ont vu leurs revenus fondre comme neige au soleil, ont dû payer des taux d'intérêt de 22 et de 24 p. 100, ont dû faire face à un taux d'inflation de 14 p. 100, mais n'ont pas reçu la moindre aide financière de leur gouvernement libéral dans ces temps difficiles.